

adversaire libéral. J'ai voté libéral toute ma vie. J'ai participé à presque toutes les campagnes électorales du côté des libéraux. Mais c'est fini. Jamais plus je n'appuierai les libéraux."

Telle est l'attitude de beaucoup de cultivateurs de l'Ouest qui appuyaient autrefois le Gouvernement.

Après avoir entendu le ministre interpréter à sa façon le discours prononcé par le chef de notre parti au cours du présent débat, on peut comprendre ses paroles lorsqu'il nous a parlé de la place que son programme agricole occupe dans l'esprit des cultivateurs. Mais il n'a pas été le seul à recourir à ce genre de présentation erronée ou plutôt d'arguments retors et artificieux. Ainsi, par exemple, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures (M. St-Laurent) a tenté de ridiculiser l'appel de mon chef en faveur d'une réduction de la taxe de vente en disant qu'il s'intéressait surtout aux boissons alcooliques et au tabac. C'était indigne du très honorable ministre et il a sûrement, de ce fait, baissé dans l'estime de la population.

De son côté, le ministre du Travail (M. Mitchell) prétend que le chef de l'opposition et son parti ont réclamé l'abolition de toutes les régies. Pressé de citer des textes, il se contente de dire: "Voyons, soyons francs et honnêtes". Médecin, guéris-toi toi-même. A ma connaissance, ni ce parti-ci ni son chef n'ont préconisé la suppression intégrale des régies. Certains membres de notre parti l'ont réclamée, c'est vrai. Mais notre parti, lui, a préconisé,—il a même adopté une résolution en ce sens à une réunion annuelle, il y a quelque deux ans,—"la suppression immédiate de toutes les régies à l'égard des produits de la ferme et du ranch." C'est loin d'être la suppression de toutes les régies. Le Gouvernement eût-il suivi cette ligne de conduite dans son programme de déblocage, que tout le pays s'en trouverait beaucoup mieux aujourd'hui. Mais il a fait tout le contraire, supprimant presque toutes les régies, sauf celles qui s'appliquaient aux prix des produits agricoles. Il faut attribuer à cette ligne de conduite une bonne part de nos difficultés actuelles.

La plupart des plaintes au sujet de l'augmentation rapide du coût de la vie ont porté sur l'accroissement du prix des aliments. C'est tout naturel, je suppose, car il nous faut penser à remplir nos estomacs au moins trois fois par jour. Je crains que bon nombre de travailleurs urbains attribuent à la cupidité des cultivateurs le prix élevé des aliments et que, sans connaître la véritable situation, ils estiment que les cultivateurs sont trop bien rémunérés. Faits à noter: nul député, homme d'affaire ou chef ouvrier n'a, à ma connais-

ce, soutenu que le cultivateur obtenait trop pour ses produits. En fait, toutes les personnes renseignées savent que les cultivateurs n'ont pas leur juste part du revenu national. Si donc, nous convenons,—ce qui me semble impossible à nier,—que le cultivateur ne touche pas assez, nous convenons du même coup que les prix agricoles sont trop bas, et non trop élevés, par rapport aux frais de production. Dans ce cas, qu'avons-nous à faire? Deux choses, à mon sens: réduire ces frais et réduire aussi l'écart entre les prix que touche le cultivateur et ceux que paie le consommateur.

Divers moyens se présentent de réduire le prix de revient agricole. Le premier consiste à augmenter le volume de la production, mais le programme du Gouvernement a eu plutôt l'effet contraire. Les cultivateurs ignorent leur situation actuelle et future. Dans le domaine des prix, ils ont été à la merci du ministre de l'Agriculture ainsi que des caprices et des lubies du Gouvernement et de ses supposés experts. Ils en sont donc rendus à craindre l'avenir, à ne plus oser, dans bien des cas, accroître leur production. Voyons, un cas d'espèce. A titre d'éleveur de porcs, j'ai constaté que l'élevage de 500 bêtes me coûte moins cher que celui de 50 et je me suis organisé pour élever ce nombre. Cependant, mes voisins qui se sont débarrassés de leurs troupeaux viennent me dire que je cours de très gros risques, que, vu la manière dont Gardiner joue avec les prix des bestiaux et des céréales de provende, ils se garderaient bien de suivre mon exemple. Voilà qui fait bien ressortir le manque de confiance de nos cultivateurs à l'heure présente et, par suite, leur répugnance à intensifier la production. Pour ma part, je vais de l'avant, parce que, contrairement à l'auteur de la lettre dont le ministre a donné lecture avant Noël et qui mettait sa confiance en Dieu et en Gardiner, j'espère que Dieu et la population canadienne ne laisseront pas bien longtemps le gouvernement libéral étouffer l'agriculture et toute l'économie canadienne.

On peut aussi réduire le coût de la production agricole en abaissant ou en supprimant les taxes de vente et les autres impôts indirects qui frappent les articles nécessaires à cette production. Le cultivateur qui achète un camion doit payer plusieurs centaines de dollars en raison des impôts indirects et de la hausse verticale du prix qui en résulte. C'est le consommateur, évidemment, qui doit acquitter l'impôt sous forme de prix plus élevés. L'élimination de ces frais à l'égard des produits agricoles permettrait d'en réduire les prix tout en laissant au cultivateur un revenu supérieur à celui qu'il touche présentement. De même,